

# Gaza : Anesthésie générale

1976 était une année tragique, déjà. Le 30 mars de cette année, les Palestiniens lancent une grève générale et une journée manifestation. Au cours de cette journée, 6 manifestants, non armés, seront abattus par la police et l'armée israélienne. Scandale international: comment l'armée peut-elle tirer à balles réelles sur une manifestation pacifique? La journée devient, pour les Palestiniens du monde entier, l'occasion de commémorer les victimes en ce jour désormais appelé la Journée de la Terre.

Le 16 juin 1976, à Soweto en Afrique du Sud, une autre manifestation de civils est violemment réprimée par la police sudafricaine. 23 manifestants sont assassinés, dont de nombreux enfants. S'il faudra encore 15 ans pour que l'apartheid soit aboli en Afrique du Sud, il est certain que le choc causé par ce massacre de civils aura contribué à discréditer un régime sanguinaire. C'est d'ailleurs dès l'année suivante que l'ONU adoptera un embargo sur les ventes d'armes à destination de l'Afrique du Sud.

42 ans plus tard, la situation n'a fait qu'empirer en Palestine. L'armée israélienne tire avec préméditation sur des manifestants à Gaza, tout aussi pacifiques que leurs aînés, fiers bien qu'exténués par plus de 10 ans de blocus, et virtuellement enfermés dans une cage. Un carnage se déroule devant nos yeux: depuis une semaine, on dénombre déjà 30 morts et 3000 blessés, et ce n'est probablement fini. Pourtant, ni les grand média, ni les gouvernants, ni l'ONU n'a réussi à émettre une condamnation un tant soit peu sérieuse, autre que la demande d'une « enquête indépendante et transparente pour faire toute la lumière sur les événements ». C'est pourtant une décision similaire d'embargo sur les ventes d'armes en provenance ou à destination d'Israël qui pourrait peut-être permettre de faire cesser ces violences inouïes. Il est également à souhaiter qu'un tel dénouement prenne moins de 15

ans, car au rythme où progresse la violence de l'armée israélienne, on ne parlera bientôt plus de massacres, mais de génocide.

Puisque l'ONU tarde à prendre ses responsabilités, et avant qu'il ne soit trop tard, demandons au nom de la société civile internationale l'augmentation des pressions sur l'Etat israélien coupable de ces crimes de guerre prémédités. Boycottons les produits et les événements universitaires, culturels et sportifs israéliens, exigeons de toutes les entreprises qu'elles cessent leurs investissements en Israel, et de nos Etats qu'ils appliquent les sanctions cent fois votées par l'ONU.

*Dror, militant de la Campagne BDS France*